

# 1



# CHAPITRE 1

## ACTIVITÉS DU GROUPE DE LA BID



Ce chapitre met en lumière les principales réalisations du Groupe de la BID qui comprend la Banque islamique de développement, l'Institut de la Banque islamique de développement, la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation, la Société islamique pour le développement du secteur privé et la Société internationale islamique de financement du commerce. La Banque islamique de développement est le principal établissement de développement au sein du Groupe de la BID. Les autres institutions offrent aux pays membres une gamme élargie de solutions financières, facilitent le commerce et l'investissement, et appuient le secteur privé.

### 1.1 : ANALYSE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

L'économie mondiale est marquée par un certain nombre d'incertitudes, notamment des fragmentations géopolitiques. Cette situation est à l'origine du taux de croissance modéré de 3,3 % enregistré en 2024, en baisse de 3,5 % de 2023, tandis qu'un taux de 2,8 % est prévu pour 2025. Les économies avancées ont connu une légère reprise, leur taux de croissance étant passé de 1,7 % en 2023 à 1,8 % en 2024, avec une nouvelle ralentissement à 1,4 % en 2025 selon les prévisions. Sur la même période, les marchés émergents et les économies en développement ont eux aussi connu un ralentissement, à 4,3 % en 2024, contre 4,7 % en 2023, et une baisse prévue à 3,7 % en 2025, un signe de sérieux défis économiques mondiaux.

À l'heure actuelle, l'environnement économique des pays membres de la Banque islamique de développement (BID) est semé d'embûches procédant essentiellement d'une forte inflation, de perturbations de la chaîne d'approvisionnement et de la baisse des cours des produits de base. Les taux de croissance ont fortement baissé en passant de 5,6 % en 2022 à 3,5 % en 2023, mais une croissance soutenue a été observée en 2024, avec 3,5 %, tandis que pour 2025, il est prévu un taux de 3,4 %.

Le conflit en cours à Gaza a exacerbé ces difficultés économiques, avec un effet d'entraînement dans toute la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). L'histoire a montré que ces conflits régionaux peuvent avoir des incidences graves sur la croissance économique et ainsi, le Fonds monétaire international a plusieurs fois revu à la baisse ses estimations de croissance pour 2024. Le bilan humain du conflit est stupéfiant, avec des rapports faisant état de plus de 46 000 morts palestiniens, plus de 100 000 blessés et de déplacements importants au Liban où plus de 833 000 personnes ont été forcées de quitter leurs foyers.

Au niveau régional, les tendances de la croissance varient considérablement. Les régions Asie, Amérique latine et Europe

et Moyen-Orient et Afrique du Nord connaissent des résultats mitigés, la première ayant enregistré un ralentissement de la croissance dont le taux est passé de 4,5 % en 2023 à 4,3 % en 2024. Dans la région MENA, le taux de croissance a fortement baissé pour être passé de 5,8 % en 2022 à seulement 1,5 % en 2023, avec une légère reprise de 1,6 % en 2024 et une projection de 3,0 % pour 2025. Cependant, celui de l'Afrique subsaharienne est passé de 3,7 % en 2023 à 4,2 % en 2024.

L'inflation reste un problème urgent, les taux mondiaux étant passés de 6,6 % en 2023 à 5,7 % tandis que le même chiffre de 4,3 % enregistré en 2024 est prévu pour 2025. Il n'en demeure pas moins que l'inflation est nettement plus forte dans les pays membres de la BID qui ont enregistré une légère baisse de 16,6 % en 2023 à 16,4 % en 2024, et où les prévisions font état d'une baisse à 12,1 % en 2025. Les régions Asie, Amérique latine et Europe et Moyen-Orient et Afrique du Nord sont particulièrement touchées, l'Afrique subsaharienne et l'Asie, Amérique latine et Europe affichant le taux d'inflation le plus élevé avec 19,0 % et 18,7 %, respectivement, en 2024.

Les niveaux d'endettement demeurent une préoccupation majeure, la dette publique moyenne des pays membres de la BID ayant augmenté légèrement pour être passée de 43,6 % du produit intérieur brut (PIB) en 2022 à 43,5 % en 2024; toutefois, elle devrait suivre une tendance à la modération en 2024 pour se situer à 43,2 %. Les pays membres de la BID à faible revenu supportent la charge de la dette la plus lourde qui devrait passer de 83,5 % du PIB en 2024 à 82,1 % en 2024.

De 5,4 % en 2023, les taux de chômage dans les pays membres de la BID ont légèrement baissé, à 5,6 % en 2024. Ils restent quand même disproportionnés chez les femmes (6,2 %) et les jeunes (11,2 %). En 2024, la région MENA a le taux de chômage le plus élevé (10,0 %), suivie par la région Asie, Amérique latine et Europe (5,2 %). Une issue doit être impérativement trouvée face aux problèmes posés par le chômage pour promouvoir une croissance économique inclusive et optimiser l'impact des projets de développement.

FIG. 1.1 : APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID

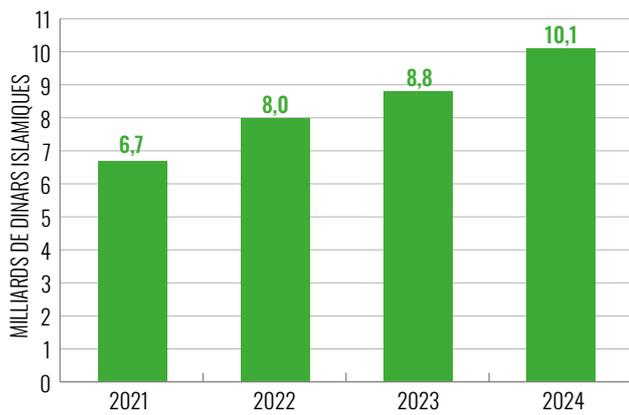


FIG. 1.2 : PARTS AU TOTAL DES APPROBATIONS NETTES DES ENTITÉS DU GROUPE DE LA BID

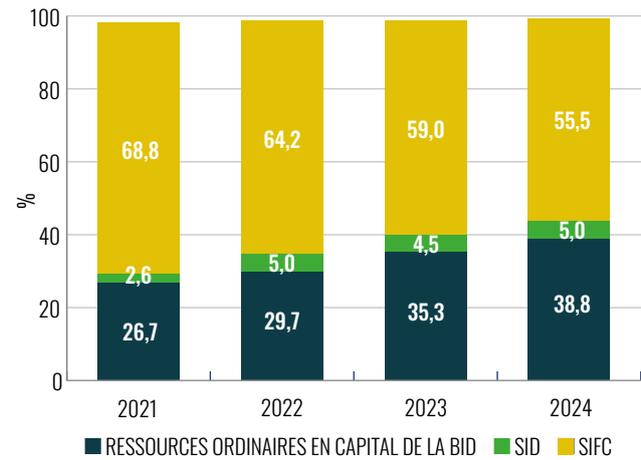


FIG. 1.3 : APPROBATIONS NETTES DES ENTITÉS ET DES FONDS DU GROUPE DE LA BID

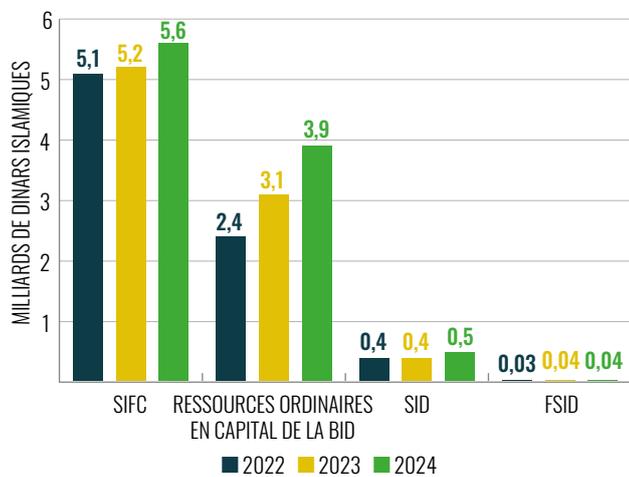


FIG. 1.4 : DÉCAISSEMENTS ET REMBOURSEMENTS DU GROUPE DE LA BID



## 1.2 : PRINCIPAUX INDICATEURS OPÉRATIONNELS

En 2024, la BID a fait preuve de résilience et d'engagement en continuant d'apporter une assistance financière vitale à ses pays membres malgré les crises humanitaires en cours et les nouveaux enjeux. Le volume cumulé des approbations nettes du Groupe de la BID depuis sa création était de 194,8 milliards de dollars, en hausse par rapport à l'exercice 2023 (181,7 milliards). Ce résultat reflète les efforts que la BID ne cesse de déployer pour aider les pays membres à faire face à des problématiques urgentes comme la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et le renforcement de la résilience au lendemain des conflits en Europe de l'Est, en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient.

Face à la recrudescence de la demande, le Groupe de la BID a considérablement augmenté le volume de ses opérations, et c'est ainsi que les approbations nettes se sont chiffrées à 13,2 milliards de dollars (10,1 milliards de dinars islamiques), soit une hausse de 12,3 % par rapport à l'exercice précédent (Fig. 1.1).

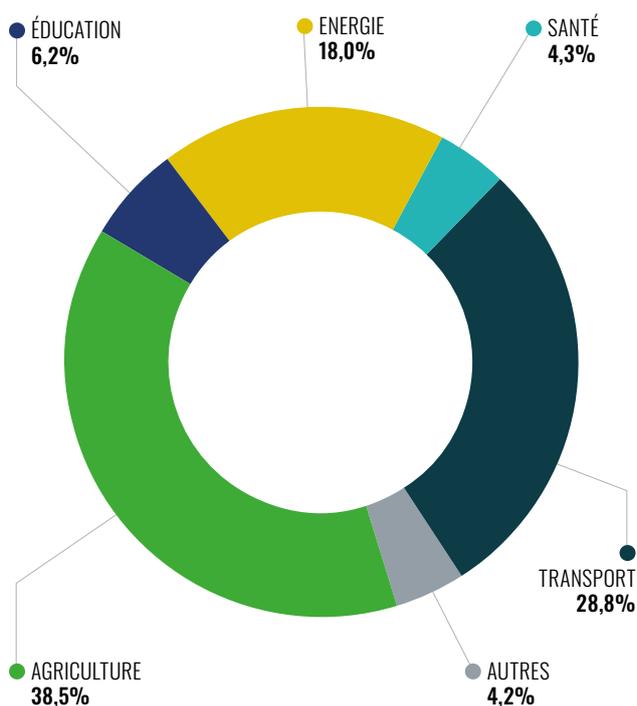
La répartition des approbations donne 38,8 % aux ressources ordinaires en capital de la BID, 5,0 % à la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) et la plus grande

part à la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) avec 55,5 % (Fig. 1.2).

Les membres du Groupe de la BID ont continué à augmenter leurs approbations au cours de l'exercice écoulé, en réponse à une demande de plus en plus forte des pays membres. Avec le retour progressif à la normale des chaînes d'approvisionnement en 2024, la SIFC a augmenté de 7,3 milliards de dollars (5,6 milliards de dinars islamiques) le volume des financements destinés au commerce, pour appuyer les secteurs de l'énergie, de l'alimentation et de l'agriculture. Les approbations nettes des ressources ordinaires en capital de la BID ont été portées à 5,1 milliards de dollars (3,9 milliards de dinars islamiques), soit une augmentation de plus de 23 %, pour financer le renforcement du capital humain, la réduction de la pauvreté, le renforcement de la résilience et la sécurité alimentaire. La SID a également augmenté le volume de ses approbations nettes en le hissant à 663 millions de dollars (508,4 millions de dinars islamiques), contre 531,7 millions (396,3 millions de dinars islamiques) l'exercice précédent (Fig. 1.3).

L'accroissement rapide des approbations et la nécessité de libérer des engagements non décaissés cumulés ont été tels que le flux des décaissements n'a pas encore dépassé celui des remboursements. Toutefois, cette situation est considérée comme provisoire et devrait s'estomper avec l'augmentation

FIG. 1.5 : APPROBATIONS NETTES DES RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL



LES TENDANCES DU FINANCEMENT PAR SECTEUR INDIQUENT UN CHANGEMENT SIGNIFICATIF, AVEC L'ÉNERGIE DONT LE FINANCEMENT EN HAUSSE REPRÉSENTE

**18,0%**  
DES APPROBATIONS ANNUELLES NETTES,  
CONTRE 9,4 % EN 2023.

du volume des approbations qui permettra d'effectuer des décaissements. En 2024 les décaissements sont passés à 9,2 milliards de dollars contre 8,7 milliards en 2023, soit 69,5 % des approbations nettes du Groupe. Dans le même temps le soutien des pays membres a été énorme, avec la masse des remboursements qui est passée de 8,4 milliards de dollars en 2022 à 10,1 milliards (Fig. 1.4).

La BID a accordé la priorité à la sécurité alimentaire en lançant des initiatives telles que le Programme de riposte en matière de sécurité alimentaire qui vise à répondre aux besoins immédiats tout en encourageant des pratiques agricoles durables pour les générations futures. L'intérêt attaché à l'édification d'infrastructures vertes et résilientes dans les domaines de l'énergie et des transports a également été un aspect essentiel de la stratégie de financement du développement de la BID.

Les tendances du financement par secteur indiquent un changement significatif, avec l'énergie dont le financement en hausse représente 18,0 % des approbations annuelles nettes (Fig. 1.5), contre 9,4 % en 2023. L'agriculture reste le secteur dominant avec 38,5 % des approbations contre 8,0 % l'exercice précédent, tandis que pour les transports, une légère baisse a été enregistrée avec un volume de financement qui est passé de 29,6 % en 2023 à 28,8 %.

FIG. 1.6 : APPROBATIONS ET DÉCAISSEMENTS NETS DE LA SID

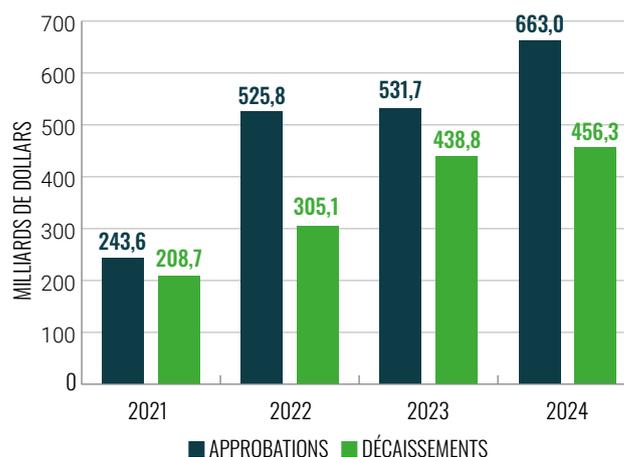
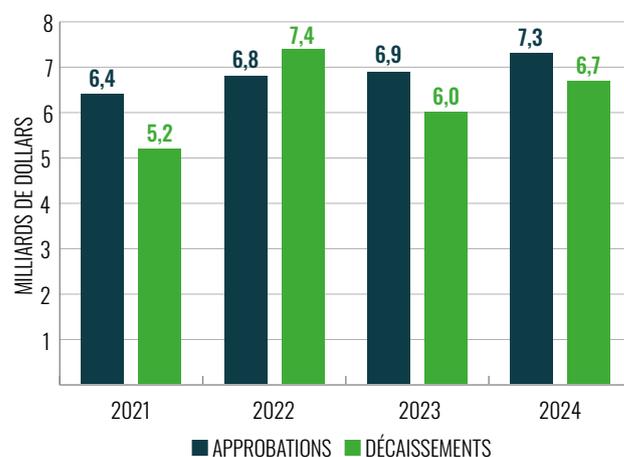


FIG. 1.7 : APPROBATIONS ET DÉCAISSEMENTS NETS DE LA SIFC



## APPROBATIONS DE LA SID

Avec 663 millions de dollars contre 531,7 millions en 2023 (Fig. 1.6), les approbations nettes de la SID traduisent une hausse de 24,7 % qui reflète un changement d'approche visant à axer le modèle de fonctionnement sur le financement des crédits pour le développement du secteur privé. Le développement du secteur financier compte pour 49,0 % des financements, suivi par l'industrie et les mines (20,4 %) et l'énergie (12,0 %).

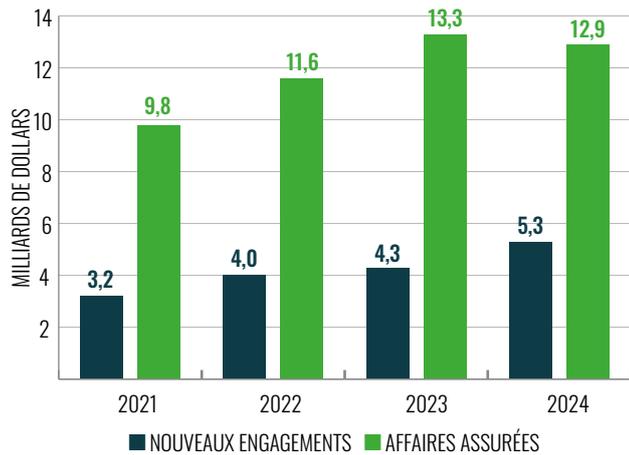
## APPROBATIONS DE LA SIFC

Avec la normalisation de plus en plus poussée des chaînes d'approvisionnement, la SIFC a raffermi son appui au financement du commerce avec un volume d'approbations de 7,3 milliards de dollars, contre 6,9 milliards en 2023 (Fig. 1.7). Celui des décaissements a été porté à 10,5 % pour atteindre 6,7 milliards de dollars, soit 91,2 % des approbations nettes.

## AFFAIRES ASSURÉES DE LA SIACE

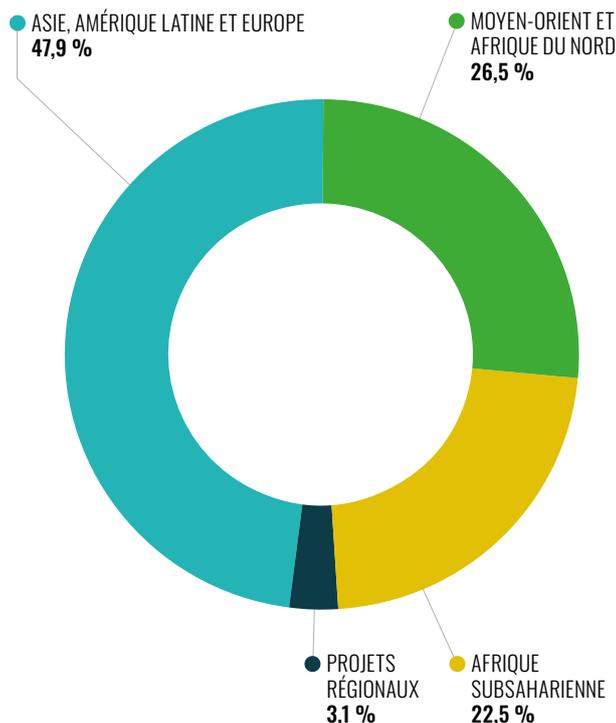
En 2024, la SIACE a fourni des couvertures d'assurance à hauteur de 12,9 milliards de dollars (Fig. 1.8), notamment pour des affaires commerciales à court terme portant sur des biens et services dans presque tous ses pays membres ainsi que dans de nombreux pays non membres. Ses services d'assurance ont un impact positif sur la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et les initiatives pour le climat.

FIG. 1.8 : AFFAIRES ASSURÉES ET NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE LA SIACE



Au niveau régional, la répartition des fonds a légèrement évolué, la part de l'Afrique subsaharienne étant passée à 22,5 % contre 26,8 % en 2023 et celle de l'Asie à 47,9 % contre 41,7 % en 2023 (Fig. 1.9).

FIG. 1.9 : APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID PAR RÉGION EN 2024



## 1.3 : ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE REVUE 2023-2025 DU GROUPE DE LA BID

La BID a entrepris un important repositionnement stratégique face à l'évolution des besoins de développement de ses 57 pays membres, notamment au lendemain de la pandémie à coronavirus. Cette initiative fait suite à une demande du Conseil des Gouverneurs lors de la 46<sup>e</sup> réunion annuelle tenue en septembre 2021 à Tachkent, en Ouzbékistan. Consciente des enjeux de la pandémie et de son effet sur l'économie mondiale, la BID a passé en revue sa stratégie décennale adoptée en 2014 afin de mieux l'aligner sur les priorités actuelles de ses pays membres.

Cet examen a débouché sur la validation de la stratégie revue pour la période 2023-2025 intitulée Repositionnement stratégique de la BID 2023-2025 : Promouvoir des infrastructures durables et le développement humain global, qui a été approuvée le 3 juin 2022 lors de la 47<sup>e</sup> réunion annuelle tenue à Charm El-Cheikh, en Égypte. Cette nouvelle stratégie vise à renforcer la réactivité de la BID face aux défis de développement urgents auxquels sont confrontés ses pays membres.

Pour en garantir la mise en œuvre efficace, la stratégie révisée a été intégrée dans un cadre de gestion axé sur les résultats qui comprend une série d'indicateurs de performance. Un rapport annuel détaillé sur la mise en œuvre de la stratégie révisée est préparé et soumis au Conseil des Gouverneurs. Jusqu'ici, la BID a atteint avec succès ses objectifs en termes d'approbations au titre des opérations au-delà des attentes pour 2024 et s'est inscrite sur une trajectoire positive pour ses objectifs stratégiques.

La mise en œuvre de la nouvelle stratégie est structurée en trois différentes phases : (i) révision et repositionnement stratégique, (ii) préparation à la mise en œuvre ; et (iii) déploiement. Les deux premières phases ont été réalisées et constituent une base solide pour la troisième en cours, qui porte sur le déploiement effectif. Deux ans après l'adoption de la stratégie, la BID commence à préparer sa prochaine orientation stratégique, en veillant à ce qu'elle reste en phase avec les besoins en constante mutation de ses pays membres.

## 1.4 : DÉCLARATIONS DU CINQUANTENAIRE

Le Cinquantenaire de la BID a été marqué par une étape stratégique importante, avec l'adoption par les gouverneurs d'une déclaration officielle – Déclaration du Cinquantenaire à Riyad. Cette déclaration visait à commémorer le 50<sup>e</sup> anniversaire de la BID en évaluant ses réalisations, en réaffirmant ses principes, en soulignant de nouveau l'engagement des gouverneurs par rapport à ses objectifs, et en donnant des orientations lui permettant de planifier son avenir. La déclaration définit les principaux leviers permettant d'optimiser l'état de préparation d'entreprise, les ressources et le positionnement stratégique du Groupe. Il s'agit de :

- Renforcer la structure et le cadre de gouvernance du Groupe de la BID
- Accroître le volume des financements assortis de conditions avantageuses pour répondre aux besoins financiers en constante évolution des pays membres tout en garantissant la viabilité financière du Groupe de la BID
- Augmenter les subventions par le biais de partenariats internationaux afin de mobiliser des ressources additionnelles auprès des donateurs officiels, du secteur privé et du tiers secteur
- Renforcer la position du Groupe de la BID dans le secteur financier islamique
- Raffermer la position du Groupe de la BID dans la coopération Sud-Sud

Cette déclaration historique déterminera les interventions de la BID dans le cadre d'un nouveau cycle de planification stratégique à long terme visant à formuler un nouveau cadre stratégique décennal. La BID est en train de lancer une initiative spéciale visant à créer un guichet de financement assorti de conditions avantageuses pour ses pays membres les moins avancés, conformément au deuxième levier de la Déclaration du Cinquantenaire à Riyad.

**Cette déclaration historique déterminera les interventions de la BID dans le cadre d'un nouveau cycle de planification stratégique à long terme visant à formuler un nouveau cadre stratégique décennal.**

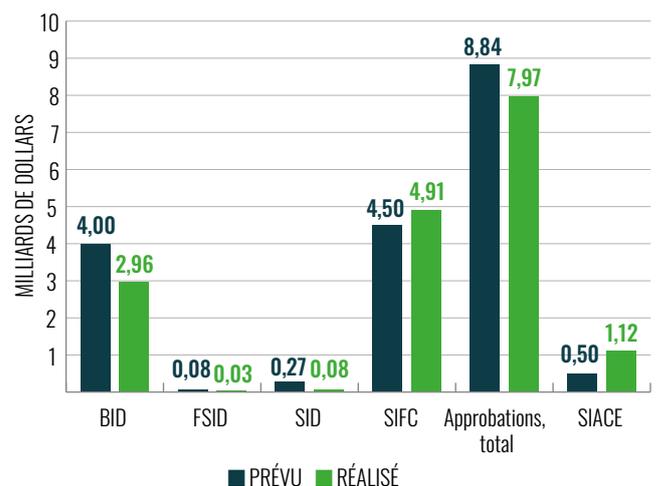
## 1.5 : PROGRAMME DE RIPOSTE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En 2024, le Groupe de la BID a continué de dérouler son Programme de riposte en matière de sécurité alimentaire d'un montant de 10,54 milliards de dollars approuvé en juillet 2022 pour apporter sa collaboration aux pays membres dans les efforts qu'ils déploient pour éviter les crises alimentaires et renforcer leur résilience aux futurs chocs.

Dans le cadre du programme, la contribution de la BID comprend des approbations à hauteur de 4 milliards de dollars et l'accélération des décaissements pour les opérations en cours qui se chiffrent 1,7 milliard. Les contributions des autres membres du Groupe de la BID se présentent ainsi : (i) Société internationale islamique de financement du commerce – 4,5 milliards de dollars ; (ii) Société islamique pour le développement du secteur privé – 269 millions de dollars ; (iii) Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID) – 75 millions de dollars ; (iv) Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation – 500 millions de dollars à titre d'assurance-crédit et des risques politiques.

Le Groupe de la BID a fait des avancées considérables dans le cadre du Programme de riposte en matière de sécurité alimentaire. Au 31 décembre 2024, il avait approuvé un montant cumulé de 7,97 milliards de dollars au titre des projets, dont 0,08 milliard de la SID, 4,91 milliards de la SIFC, 0,03 milliard du FSID et 1,12 milliard de la SIACE en couverture d'assurance. Un décaissement accéléré de 0,92 milliard de dollars a été réalisé.

FIG. 1.10 : ÉTAT GÉNÉRAL DU PROGRAMME DE RIPOSTE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



## 1.6 : RÉALISATIONS À L'ACTIF DU GROUPE DE LA BID

### 1.6.1 : PRINCIPALES OPÉRATIONS DE DÉVELOPPEMENT

En 2024, les approbations à partir des ressources ordinaires en capital de la BID ont atteint le chiffre impressionnant de 5,1 milliards de dollars, en forte hausse par rapport à 2023 (4,1 milliards) et 2022 (3,1 milliards). Non seulement cette augmentation témoigne de l'engagement de la BID à répondre aux besoins de développement de ses pays membres, mais elle traduit un dépassement de l'objectif annuel fixé à 12,8 %. Les projets approuvés au nombre de 45 dans 28 pays membres sont principalement axés sur les secteurs de l'agriculture et des transports.

### RÉSULTATS DE DÉVELOPPEMENT ESCOMPTÉS

#### AGRICULTURE

QUELQUE  
**1,7 MILLION**  
D'AGRICULTEURS BÉNÉFICIERONT  
DE SERVICES AGRICOLES.

AUGMENTATION PRÉVUE DE  
LA PRODUCTION VÉGÉTALE À  
HAUTEUR DE  
**190 000 TONNES**

MISE À DISPOSITION DE PLUS DE  
**145 MILLION DE M<sup>3</sup>**  
DE RESSOURCES EN EAU.



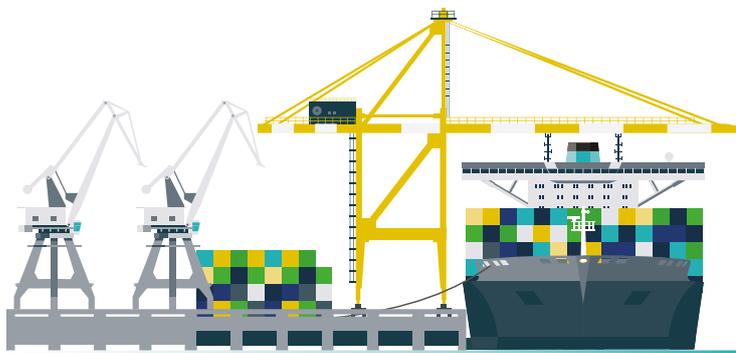
#### MOYENS DE SUBSISTANCE ET ENTREPRISES



AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DE PRÈS DE  
**80 000**  
PERSONNES.

PLUS DE  
**60,000**  
ENTREPRISES CRÉÉES OU AMÉLIORÉES.

#### TRANSPORT



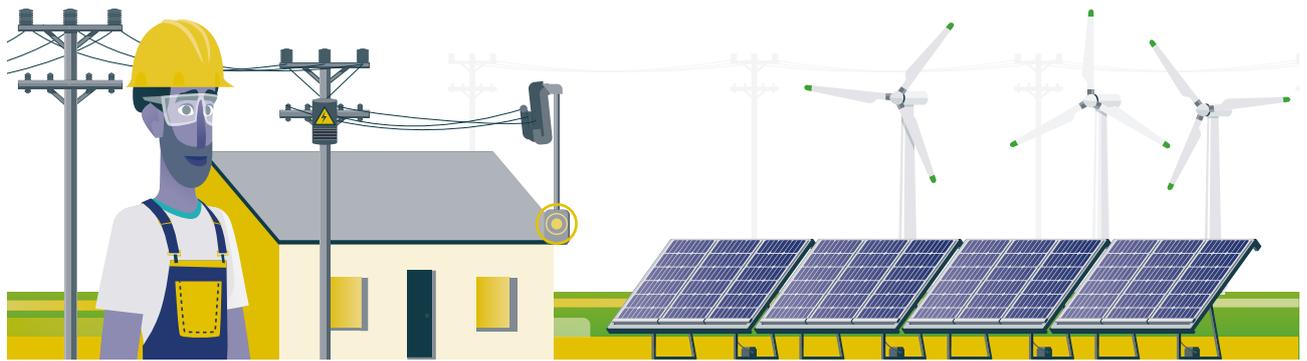
AUGMENTATION PRÉVUE DE  
**50 000 TONNES**  
PAR AN DE  
LA CAPACITÉ  
MARITIME.



**3,5 MILLIONS**  
DE PERSONNES  
BÉNÉFICIERONT D'UN  
MEILLEUR ACCÈS AUX  
SERVICES DE TRANSPORT.



**660 KM**  
DE VOIE FERRÉE À  
CONSTRUIRE, AMÉLIORER  
OU RÉHABILITER.



## ÉNERGIE

**864 000**  
MÉNAGES CONNECTÉS AU  
RÉSEAU ÉLECTRIQUE.

INSTALLATION D'UNE CAPACITÉ DE  
PRODUCTION D'ÉNERGIE  
RENOUVELABLE DE PLUS DE  
**10 000 MW.**

**1 250 km**  
DE LIGNES DE TRANSMISSION ET DE DISTRIBUTION À  
INSTALLER, MODERNISER OU RÉHABILITER.

## INITIATIVES D'AUTONOMISATION

INITIATIVES D'AUTONOMISATION  
EN FAVEUR DE  
**83 000**  
FEMMES.

INITIATIVES D'AUTONOMISATION  
EN FAVEUR DE  
**18 000**  
JEUNES.



## RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE

MEILLEURE RÉSILIENCE AUX CATASTROPHES, AUX CHANGEMENTS  
CLIMATIQUES ET AUX CHOCS EXTÉRIEURS POUR  
**11,3 MILLIONS**  
DE PERSONNES.

## ÉDUCATION ET SOINS DE SANTÉ

PROJETS ÉDUCATIFS POUR  
**98 000**  
ÉLÈVES.

SERVICES DE SOINS  
AMBULATOIRES POUR  
**150 000**  
PATIENTS.

SERVICES  
D'HOSPITALISATION POUR  
**16 500**  
PATIENTS.

**61 000**  
PERSONNES TOUCHÉES  
PAR LES CAMPAGNES DE  
SENSIBILISATION AUX SOINS  
DE SANTÉ PRÉVENTIFS.



## 1.6.2 : RENFORCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

En tant que membre du Groupe de la BID chargé du secteur privé, la SID est déterminée à s'acquitter de cette mission en levant des contraintes majeures comme l'accès au financement en mettant l'accent sur les secteurs économiques clés tels que les petites et moyennes entreprises (PME) et les infrastructures, afin de stimuler des avancées durables et inclusives.

En 2024, les approbations de la SID se chiffraient à 663 millions de dollars et ont porté sur l'accompagnement financier d'institutions partenaires et l'investissement dans des initiatives de développement du secteur privé. Cette année, elles sont réparties entre les lignes de financement (49,02 %), les financements à terme (50,98 %) et les prises de participations (50,98 %), conformément à l'orientation stratégique et la mission principale de la société. Par conséquent, le volume cumulé des approbations depuis le démarrage des activités de la société s'élève à 7,58 milliards de dollars.

Quelque 49,02 % des nouvelles approbations ont été réservées au secteur financier, et le reste à des secteurs non financiers à fort impact tels que l'industrie et les mines (20,43 %), les transports (12,02 %), l'énergie (11,16 %), la santé et les autres services sociaux (7,36 %).

EN 2024, LES APPROBATIONS DE LA SID SE CHIFFRAIENT À

**663 MILLIONS DE DOLLARS**  
ET ONT PORTÉ SUR L'ACCOMPAGNEMENT FINANCIER D'INSTITUTIONS PARTENAIRES ET L'INVESTISSEMENT DANS DES INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ.

## 1.6.3 : FINANCEMENT DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

La SIFC continue d'aider ses pays membres à répondre à leurs besoins actuels et aux nouvelles exigences dans des secteurs essentiels tels que l'énergie, l'alimentation et l'agriculture, ainsi que le secteur privé.

En 2024, la SIFC a réalisé une nouvelle année record en termes d'approbations pour le financement du commerce, avec plus de 7,3 milliards de dollars pour 110 opérations. Il convient de souligner que 38 % de ces approbations ont été allouées aux pays les moins avancés. Les décaissements effectués au cours de l'exercice se sont chiffrés à plus de 6,6 milliards de dollars.

Sur les 7,3 milliards de dollars constituant les approbations, 4,8 milliards ont été affectés à la promotion du commerce intra-OCI, tandis que dans le cadre de la stratégie de diversification, les approbations pour les secteurs autres que l'énergie, un montant de 3 milliards de dollars a été approuvé. D'autre part, la SIFC a élargi son appui au secteur privé, en accordant des financements à 47 institutions financières et sociétés à hauteur de 1,09 million de dollars. Elle a poursuivi ses efforts pour diversifier sa clientèle et a pu ainsi attirer 19 nouveaux clients en 2024 dont la majorité vient du secteur privé.

La SIFC a également mené des initiatives de développement du commerce pour appuyer la coopération économique régionale et promouvoir la collaboration commerciale interrégionale, renforcer les capacités et l'infrastructure commerciales. Ces avancées tiennent au leadership proactif de la société et à ses partenariats solides dans la mise en œuvre de programmes régionaux et de projets d'assistance technique en faveur de 46 pays de l'OCI à travers l'Afrique, le monde arabe et l'Asie centrale. En 2024, 31 projets d'assistance technique ont été approuvés pour un montant total de 3,7 millions de dollars en faveur de secteurs clés tels que l'agriculture, le commerce, la finance islamique et l'énergie. Ces efforts ont été consolidés par le lancement avec bonheur de divers services de conseil portant pour l'essentiel sur la finance islamique et le commerce.

EN 2024, LA SIFC A RÉALISÉ UNE NOUVELLE ANNÉE RECORD EN TERMES D'APPROBATIONS POUR LE FINANCEMENT DU COMMERCE, AVEC PLUS DE

**7,3 MILLIARDS DE DOLLARS**  
POUR 110 OPÉRATIONS.



TAIBA FINANCE A FACILITÉ DES FINANCEMENTS DE PLUS DE 50 MILLIONS DE DOLLARS PAR LE BIAIS DE PLUS DE 500 TRANSACTIONS DE CRÉDIT-BAIL EN FAVEUR D'ENVIRON 450 CLIENTS ET CONTRIBUÉ AINSI À LA CRÉATION DE PLUS DE 5 000 EMPLOIS DONT

**33 %**  
OCCUPÉS PAR DES FEMMES.



### ENCADRÉ 1 : TAIBA FINANCE, PRÉCURSEUR DE L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT EN OUZBÉKISTAN

Anciennement connu sous le nom de Taiba Leasing LLC, Taiba Finance est devenu un acteur incontournable du secteur de la finance islamique en Ouzbékistan en relevant les défis historiques de l'accès équitable aux services financiers, notamment pour les PME et les communautés rurales. La SID a investi 5,1 millions de dollars dans Taiba Finance, démontrant ainsi son engagement en faveur d'une croissance économique durable et de l'inclusion financière dans les marchés émergents.

Taiba Finance a facilité des financements de plus de 50 millions de dollars par le biais de plus de 500 transactions de crédit-bail en faveur d'environ 450 clients et contribué ainsi à la création de plus de 5 000 emplois dont 33 % occupés par des femmes. L'entreprise a stratégiquement élargi ses services au-delà des centres urbains pour toucher les communautés rurales où l'accès au financement conventionnel est limité, apportant ainsi un soutien essentiel aux agriculteurs et propriétaires de petites entreprises.

Taiba Finance a eu un impact considérable sur le développement avec 5,4 millions de dollars consacrés aux

biens et services locaux, venant ainsi en appoint aux industries locales, et 192 000 dollars de participation aux recettes publiques sous forme d'impôts. Elle a également financé des organismes de soins de santé qui ont fourni des soins médicaux à 15 000 patients, témoignant ainsi de son engagement en faveur du bien-être social. En outre, 17,5 % de son portefeuille sont consacrés au secteur agricole qui joue un rôle essentiel dans le PIB de l'Ouzbékistan, et 15 % à la construction pour promouvoir le développement des infrastructures.

Les opérations de Taiba Finance sont en droite ligne de plusieurs ODD, notamment l'ODD 1 (Pas de pauvreté) en permettant aux entreprises de se développer et de créer des emplois et l'ODD 5 (Égalité entre les sexes) en donnant aux femmes entrepreneures des moyens d'action. L'entreprise a également commencé à mettre à disposition des équipements économes en énergie et des véhicules électriques sous forme de crédit-bail, contribuant ainsi à l'action climatique et aux pratiques durables. Grâce à son partenariat avec la SID, Taiba Finance a attiré des investissements additionnels en Ouzbékistan, renforçant ainsi les capacités financières et institutionnelles pour un développement durable.



## ENCADRÉ 2 : L'AGROSTOCKAGE DE CARBONE AUTONOMISE LES EXPLOITANTS AGRICOLES AU NIGÉRIA ET PERMET DE LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La SIFC et OCP Africa se sont associés pour mettre en œuvre un projet d'agriculture biologique au Nigéria où le secteur représente 20 % du PIB et emploie environ 38 % de la main-d'œuvre. Les terres agricoles couvrant 77 % de la superficie totale du pays, l'agriculture est une source importante d'émissions de gaz à effet de serre, mais elle est aussi confrontée aux défis inhérents aux phénomènes météorologiques extrêmes. À l'instar de leurs autres homologues africains, les agriculteurs nigériens sont en première ligne face à ces incidences climatiques.

L'agrostockage de carbone offre un cadre permettant de récompenser les agriculteurs qui adoptent des pratiques durables favorisant la séquestration du carbone dans les sols et les plantes, réduisant ainsi les émissions et générant des revenus additionnels grâce à la vente de crédits carbone. Cette approche allie agriculture régénératrice, atténuation des changements climatiques et marché du carbone. Des pratiques telles que la rotation des cultures, la sylviculture et le labourage minimal, peuvent permettre aux exploitants agricoles d'améliorer leur productivité tout en relevant les défis climatiques.

LE PROJET SERA MIS EN ŒUVRE DANS DES RÉGIONS CIBLES DES ÉTATS DU NIGER ET DE NASARAWA SUR UNE SUPERFICIE DE

**5 000 HECTARES.**

LES CULTURES CHOISIES SONT LE MAÏS, LE NIÉBÉ, LE SORGHO, LE BLÉ, LE MANIOC, LE BEURRE DE KARITÉ ET LA MANGUE.

Le projet sera mis en œuvre dans des régions cibles des États du Niger et de Nasarawa sur une superficie de 5 000 hectares. Les cultures choisies sont le maïs, le niébé, le sorgho, le blé, le manioc, le beurre de karité et la mangue.

Le projet encourage la coopération entre les pays membres de la SIFC en renforçant la collaboration entre le Nigéria et le Maroc. OCP Africa développe les compétences des agriculteurs nigériens dans le domaine de l'agriculture régénératrice, en faisant du renforcement des capacités un élément central dans ses interventions. Les exploitants agricoles seront formés à des pratiques efficaces de gestion des sols, notamment les cultures de couverture, l'agriculture sans labour et le labourage minimal qui permettent d'améliorer la santé des sols en augmentant leur teneur en matières organiques et en renforçant leur structure.

Les communautés concernées par les cultures cibles ont été répertoriées et cartographiées par OCP Farm et Tourba, le développeur du projet et la société à l'origine de l'écosystème OCP Innovation.

### 1.6.4 : ASSURANCE DES RISQUES DE CRÉDIT ET DE PAYS

La SIACE joue un rôle essentiel dans la promotion du commerce et les investissements directs étrangers dans les pays membres. En tant que membre du Groupe de la BID, elle offre des services de rehaussement de crédit et d'assurance des risques politiques conformes à la charia qui sont essentiels pour promouvoir la croissance économique et la stabilité dans les différentes régions.

En 2024, le volume des affaires assurées se chiffre à 12,9 milliards de dollars dont 9,3 milliards pour le commerce à court terme et 3 milliards pour des projets d'investissement dans des secteurs vitaux tels que les infrastructures, les soins de santé et l'énergie.

Face à la crise alimentaire mondiale exacerbée par la pandémie à coronavirus et le conflit entre la Russie et l'Ukraine, la SIACE a soutenu de manière proactive les initiatives en matière de sécurité alimentaire. Elle a approuvé 1,12 milliard de dollars pour des opérations liées aux produits alimentaires, dépassant largement son engagement initial de 500 millions. Cet accompagnement a eu des effets positifs sur des millions de personnes dans divers pays membres, en particulier en Afrique subsaharienne, dans la région MENA et certaines parties de l'Asie.

La SIACE a également fait preuve d'un engagement fort pour l'action climatique en atteignant l'objectif fixé à 13 %. Cet engagement se reflète dans sa politique en matière de changements climatiques qui s'inscrit dans le droit fil des objectifs plus larges de la BID.

Sur le plan financier, la situation de la SIACE est restée solide avec une note de crédit émetteur à long terme de Aa3 de Moody's et de AA- de Standard & Poor's. La société a enregistré une baisse de 27 % dans les règlements de sinistres, ce qui témoigne d'une gestion efficace des risques et de pratiques de souscription prudentes, avec un faible taux de sinistralité de 2,89 %.

### 1.6.5: LEADERSHIP ÉCLAIRÉ EN ÉCONOMIE ET FINANCE ISLAMIQUES

L'Institut de la Banque islamique de développement (IBID) est une organisation du savoir visant à relever les défis économiques grâce à des solutions innovantes dans le cadre de l'économie islamique. Ci-après quelques initiatives clés lancées en 2024.



**Transformation du secteur de la finance islamique** : Ce programme accompagne le développement d'écosystèmes de finance islamique durables par le biais de projets de subvention. En 2024, l'IBID a approuvé 24 nouveaux projets d'assistance technique en faveur de sept pays et six organisations partenaires pour un montant de 4,17 millions de dollars. Il a également mené à bien 10 projets de subventions d'une valeur cumulée de 1 million de dollars.



**Projets phares** : Les projets phares de l'IBID ont pour but de répondre aux défis de développement les plus urgents auxquels sont confrontés les pays membres. Figurent parmi ceux-ci les zones franches awqaf pour renforcer la sécurité alimentaire et énergétique, le système de compensation intelligent pour simplifier le commerce international, et les services financiers islamiques postaux numériques pour stimuler l'inclusion financière. Ces projets sont au stade des études de faisabilité.



**Renforcement des capacités** : En 2024, l'IBID a organisé 16 programmes de formation portant sur des sujets tels que les marchés financiers, les changements climatiques, la gestion des liquidités, la gouvernance conforme à la charia, les technologies numériques et la finance sociale islamique. Quelque 500 professionnels de divers pays en ont bénéficié, tandis que 930 apprenants de 130 pays ont participé aux cours de finance islamique en ligne de l'IBID sur la plateforme edX.



**Mise en synergie de la technologie et la finance** : L'IBID a réalisé des progrès considérables dans la mise en œuvre de projets intégrant les technologies de la connaissance à la finance islamique comme le système de stabilisation intelligent qui a pour but de stabiliser les marchés des actifs en gérant les écarts entre l'offre et la demande, et pour lequel une démonstration opérationnelle a été faite en 2024. L'assistant de finance islamique axé sur l'intelligence artificielle lancé en 2023 est devenu une plateforme sans code en 2024, ce qui permet un développement rapide tout en conservant une certaine flexibilité.



**Création et diffusion de connaissances** : En 2024, l'IBID a publié 10 livres et rapports, lancé une série de rapports sur les « pièges du développement », signé un partenariat stratégique avec DinarStandard pour publier les rapports sur l'économie islamique mondiale, et lancé la Revue internationale de la finance islamique et du développement durable conjointement avec l'Université INCEIF. En faisant fond sur les avancées technologiques, l'IBID a lancé une application de lecture en nuage qui permet aux utilisateurs de lire des livres électroniques sur des écrans larges, en complément de l'application de lecture de ses livres électroniques pour les appareils intelligents.



**Prix de la BID pour les réalisations marquantes dans le domaine de l'économie islamique** : Ce prix a été décerné à M. Mehmet Asutay, professeur d'économie politique et de finance islamique et moyen-orientale à l'université de Durham, en reconnaissance de ses travaux sur l'économie morale islamique et l'apport de la finance islamique au développement durable.

## 1.6.6 : PARTENARIAT POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

En 2024, le FSID a réalisé de grandes avancées dans sa mission de réduction de la pauvreté et d'amélioration du bien-être humain, en lançant diverses initiatives ciblées. Avec une allocation stratégique de 46,6 millions de dollars, le FSID a axé ses interventions sur plusieurs domaines clés, notamment l'éducation, l'autonomisation économique et la santé.

L'une de ses principales initiatives a été le programme Smart-Ed qui a reçu 20 millions de dollars pour améliorer les résultats scolaires en Ouzbékistan et au Kirghizistan. Ce programme a pour but de promouvoir un apprentissage inclusif et fondé sur les compétences, permettant ainsi à une nouvelle génération de s'autonomiser et de jeter les bases de la croissance durable et de la réduction de la pauvreté. La collaboration du FSID avec la BID met en exergue son engagement en faveur de la réforme de l'éducation en tant qu'élément essentiel de la réduction de la pauvreté.

En sus de l'appui à l'éducation, le FSID a lancé le Projet d'appui aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dirigées par des jeunes et des femmes et à l'entrepreneuriat en Tunisie, dans le cadre du programme HOPE Finance. Cette initiative d'avant-garde vise à améliorer le sort des communautés vulnérables en aidant les petits exploitants agricoles, les coopératives et les MPME. En ayant en ligne de mire l'autonomisation des femmes et des jeunes – moteurs de la croissance économique – le projet se veut un moyen de créer un environnement économique résilient et inclusif.

Le projet de cantines scolaires, de nutrition et en faveur des enfants non scolarisés au Bénin est un autre effort important d'amélioration de l'accès à une éducation de qualité et au bien-être général des enfants dans le besoin. Cette initiative met en exergue l'approche holistique du FSID en matière de réduction de la pauvreté, en répondant à la fois aux besoins éducatifs et nutritionnels.

Le FSID a également lancé l'initiative Soins oculaires pour l'autonomisation des enfants en Afrique dont le but est de réduire la prévalence de l'erreur de réfraction non corrigée de 25 % dans 13 pays membres de la BID d'ici 2030. Cette initiative fait fond sur la réussite des programmes précédents et souligne l'importance de la santé dans le contexte plus large de la lutte contre la pauvreté.

Les efforts déployés par le FSID en 2024 reflètent un engagement fort en faveur du développement durable par le biais du renforcement du capital humain et de l'autonomisation économique. En affectant des ressources stratégiquement et en nouant des partenariats avec la BID et d'autres parties prenantes, le FSID continue de jouer un rôle essentiel dans l'amélioration des conditions de vie de millions de personnes dans les pays membres de la BID, et démontre ainsi que des interventions ciblées peuvent produire des changements importants dans la lutte contre la pauvreté.



### ENCADRÉ 3 : UNE COMMUNAUTÉ TRANSFORMÉE PAR LE PROGRAMME TADAMON

Situé au cœur de la province de West Java en Indonésie, le paisible village de Bunikasih s'efforce depuis longtemps de trouver un juste équilibre entre les besoins humains et la préservation de l'environnement. Gardiens du bassin hydrographique de Cipunagara, les villageois dépendent traditionnellement de la forêt pour leur subsistance et leur prospérité. Toutefois, la déforestation et les changements climatiques menacent aujourd'hui cette relation délicate et mettent en péril l'avenir de la communauté.

Face à l'urgente nécessité de réhabiliter l'environnement et d'autonomiser les communautés, Yayasan Inara, une organisation non gouvernementale (ONG) locale dévouée, s'est lancée dans une initiative transformatrice. Avec l'appui du Programme Tadamon ou Programme d'autonomisation des ONG pour la réduction de la pauvreté par le biais d'une subvention importante et d'une formation approfondie, Yayasan Inara a entrepris d'apporter des changements significatifs.

Le projet a adopté une approche globale axée sur les moyens de subsistance durables et la reforestation. Il a doté les villageois des compétences nécessaires pour la production du sucre de palme, une alternative durable et rentable à l'extraction du bois, qui offre une source de revenus fiable. L'installation d'une microcentrale hydroélectrique a permis de réduire davantage les coûts de production et l'effet sur l'environnement, garantissant ainsi la viabilité de l'initiative.



Dans le même temps, Yayasan Inara a entrepris des efforts de reboisement en plantant des espèces locales pour réhabiliter les terres dégradées. Ces actions ont non seulement permis d'améliorer la biodiversité, mais aussi de renforcer la résilience du bassin hydrographique et protéger ainsi la communauté contre les catastrophes naturelles.

Les programmes de formation du Programme Tadamon ont été d'un appui supplémentaire en permettant aux villageois d'acquérir des compétences essentielles en matière de gestion financière, d'agriculture durable et de préparation aux catastrophes. Ces initiatives ont renforcé les capacités locales et permis aux villageois de prendre des décisions en connaissance de cause et d'adopter des pratiques qui ont un effet positif sur leur vie et leur environnement.

Le projet a déjà apporté des avantages tangibles aux habitants de Bunikasih. En augmentant les revenus, en améliorant les moyens de subsistance et en donnant l'accès à l'électricité, il a considérablement amélioré la qualité de vie de nombreux villageois.

Le partenariat stratégique entre le Programme Tadamon et Yayasan Inara a permis de réaliser des progrès substantiels en s'attaquant aux causes profondes de la dégradation de l'environnement et de la pauvreté à Bunikasih. Cette collaboration a non seulement favorisé un environnement plus sain, mais elle a également ouvert la voie vers un avenir plus prospère et plus stable pour les villageois.

**Le projet a déjà apporté des avantages tangibles aux habitants de Bunikasih. En augmentant les revenus, en améliorant les moyens de subsistance et en donnant l'accès à l'électricité, il a considérablement amélioré la qualité de vie de nombreux villageois.**

#### PROGRAMME TADAMON

Le programme d'autonomisation des ONG pour la réduction de la pauvreté (Programme Tadamon) est une initiative de collaboration financée par le FSID, gérée par le Département de la Résilience et de l'Action climatique de la BID et mise en œuvre par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Il a pour but de recenser les organisations de la société civile dans les pays membres de la BID, renforcer leurs capacités, améliorer la visibilité de leurs projets, leur faciliter l'accès à des financements alternatifs, et les mettre en relation avec des partenaires et des soutiens potentiels.

### 1.6.7 : PROMOTION DES SOLUTIONS DE DÉVELOPPEMENT SUD-SUD

La BID s'attache activement à l'intégration régionale et au renforcement des capacités de ses pays membres et au-delà, par le biais d'initiatives telles que Reverse Linkage et divers projets collectifs visant à relever les défis partagés tels que la sécurité alimentaire, l'éducation et l'autonomisation économique.

#### REVERSE LINKAGE

En 2024, la BID a continué de jouer son rôle de catalyseur en facilitant le transfert de solutions de développement entre ses pays membres et entre d'autres pays du Sud, ce par le biais de divers mécanismes et programmes, en particulier le Programme de coopération technique (PCT) et le mécanisme Reverse Linkage.

Le PCT permet à la BID de financer des interventions de renforcement des capacités à court terme afin de favoriser le développement socioéconomique de ses pays membres. En 2024, 22 opérations ont été approuvées pour un montant de 713 000 dollars dans le cadre du PCT. Il s'agit de (i) trois visites d'étude pour un montant de 117 500 dollars ; (ii) 15 séances de partage de connaissances pour un coût de 484 500 dollars ; (iii) recrutement d'experts pour 35 000 dollars ; et (iv) deux séances de formation en cours d'emploi ayant coûté de 76 000 dollars. La priorité a été donnée aux pays membres les moins avancés et aux activités liées à la sécurité alimentaire, l'éducation, la santé, la finance islamique et au déploiement des PME.

Dans le cadre de Reverse Linkage, la BID a mis en relation ses pays membres et ceux-ci avec des pays du Sud pour relever des défis de développement communs. En 2024, une subvention de 4,1 millions de dollars a été affectée aux interventions menées à ce titre. Six de ces interventions ont été intégrées dans les opérations ordinaires de la BID. En ont bénéficié l'Azerbaïdjan, le Cameroun, la Jordanie, les Maldives, le Tadjikistan et la Tunisie dans des domaines tels que l'agriculture, l'éducation, l'eau, les MPME et l'entrepreneuriat, ainsi que le développement rural.

En 2024, la BID a également approuvé son tout premier projet Reverse Linkage au profit d'une communauté musulmane établie dans un pays non membre. Dans le cadre de ce projet, Fiji Muslim League des Fidji bénéficiera des connaissances et de l'expertise de Serunai Commerce de Malaisie pour mettre au point un écosystème numérique halal personnalisé. Cela permettra d'améliorer et de rationaliser l'administration et la supervision de la certification halal ainsi que des processus connexes au sein des Fidji. Le projet Reverse Linkage permettra à la ligue de moderniser et d'optimiser ses processus de certification halal et d'offrir des possibilités d'emploi à la communauté musulmane des Fidji.

### INTÉGRATION RÉGIONALE

Depuis quelques années, l'intégration régionale a gagné en importance sous l'effet de plusieurs facteurs. Assurément, les incertitudes économiques ont poussé les pays à intensifier la coopération au sein de leur région afin de renforcer leur résilience face aux crises potentielles. En outre, les avancées réalisées dans les technologies de la communication ont facilité l'intégration des marchés, tandis que l'urgente nécessité de faire face à des enjeux communs tels que les changements climatiques et la sécurité alimentaire a stimulé davantage la collaboration entre les nations.

En 2024, la BID a articulé ses opérations d'intégration régionale autour de trois piliers, à savoir la connectivité transfrontalière, l'intégration commerciale, et la promotion des investissements. Une intervention de taille sous le pilier de la connectivité transfrontalière est l'intégration d'une subvention régionale dans le projet de réhabilitation de la route UEMOA CU18, entre la frontière du Ghana et la frontière du Bénin, au Togo, qui consiste à construire une aire de stationnement transfrontalière pour les poids lourds.

Pour améliorer l'efficacité de ses activités d'intégration, la BID a lancé deux grandes initiatives régionales, à savoir l'Initiative de connectivité en Asie centrale (CAC) et l'Initiative pour le Sahel. Pour CAC, il s'est agi de réaliser trois analyses de bancabilité pour des projets de transport et de connectivité énergétique, en partenariat avec la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures et le Centre de coopération multilatérale pour le financement du développement. Dans le même temps, l'Initiative pour le Sahel a entamé le processus de formulation du programme en collaboration avec le coordinateur spécial des Nations unies pour le développement du Sahel et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, en mettant l'accent sur les projets d'investissement et de renforcement des capacités dans la région.

En 2024, la BID a organisé six événements sur l'intégration régionale, dont le Quatrième forum consultatif des organismes de coopération régionale de l'espace OCI qui s'est tenu les 19 et 20 novembre à Marrakech, au Maroc. Cette rencontre a réuni 22 organisations internationales et débouché sur un programme commun comportant des propositions concrètes de projets.

Elle a consacré 1 million de dollars au financement de l'intégration régionale et mobilisé 3,55 millions pour de nouvelles opérations au cours de l'année. Les subventions ont servi au financement de huit projets portant sur différents domaines, notamment la numérisation du commerce, la promotion des investissements, le développement des PME, la sécurité alimentaire, la connectivité maritime, les marchés énergétiques régionaux, le développement de la logistique, l'entrepreneuriat et la planification des transports.

#### ENCADRÉ 4 : SOINS INTENSIFS EN SOMALIE GRÂCE À REVERSE LINKAGE

East Africa University Hospital (EAUH), situé dans le district de Bossaso, État du Puntland, en Somalie, a longtemps fonctionné sans unité de soins intensifs, une contrainte majeure étant donné que ce service est essentiel pour sauver des vies. Construit en 2010, EAUH a une capacité de 50 lits et accueille quelque 700 000 personnes dans la région. L'absence d'unité de soins intensifs dans le district de Bossaso ou dans l'ensemble de la région de Bari a contribué au taux de mortalité élevé des patients nécessitant des soins intensifs, ce qui justifie l'impérieuse nécessité d'améliorer les infrastructures médicales.

Pour pallier cette insuffisance, la BID a lancé un projet Reverse Linkage en collaboration avec l'Égypte afin d'améliorer les services de santé grâce à la télémédecine. Le projet portait sur la création d'une nouvelle unité de soins intensifs à EAUH en tirant parti de l'expertise de l'hôpital virtuel de l'université Ain Shams en Égypte. Cofinancée par la BID et l'Agence indonésienne pour le développement international (Indo AID), la mise en œuvre a débuté en janvier 2024.

En novembre de la même année, l'unité de soins intensifs a été lancée avec succès après la réalisation des volets

essentiels, notamment l'acquisition d'équipements médicaux, l'installation d'une centrale d'oxygène et l'organisation de programmes de formation pour le personnel médical. Les experts médicaux égyptiens ont joué un rôle essentiel dans le projet, en assurant la formation sur le terrain et la téléconsultation avec le personnel médical somalien, ce pour doter les prestataires de soins de santé locaux des compétences et de la confiance nécessaires pour gérer de manière indépendante l'unité de soins intensifs.

La création de l'unité de soins intensifs à EAUH est une étape importante dans l'amélioration des soins de santé pour les 700 000 habitants du district de Bossaso. Elle a permis de lever une contrainte majeure dans les services médicaux, en offrant aux patients nécessitant des soins intensifs une plus grande chance de survie et en créant une passerelle vers de meilleurs résultats en matière de santé pour la région.

LA CRÉATION DE L'UNITÉ DE SOINS INTENSIFS  
À EAUH EST UNE ÉTAPE IMPORTANTE DANS  
L'AMÉLIORATION DES SOINS DE SANTÉ POUR LES  
**700 000**  
HABITANTS DU DISTRICT DE BOSSASO.



## RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

La BID accorde une grande importance au renforcement des capacités en tant que stratégie indispensable pour promouvoir une croissance socioéconomique durable dans ses pays membres. Cette option s'inscrit dans le droit fil de la stratégie revue 2023-2025 de la BID dans le cadre duquel le renforcement des capacités est considéré comme un domaine transversal essentiel. L'approche de la BID prévoit diverses activités visant les individus, les organisations et les environnements favorables au sens large.

En 2024, de gros efforts ont été déployés, dont l'accompagnement de la Direction de la coopération technique en Afrique du Nigéria pour renforcer ses capacités humaines et institutionnelles, en particulier dans les domaines de la coopération Sud-Sud et Reverse Linkage. Cette collaboration démontre l'engagement de la BID à travailler aux côtés des partenaires au développement pour atteindre des objectifs communs.

Tout au long de l'année, la BID a organisé plusieurs ateliers de formation et initiatives à fort impact. Au mois de novembre, un atelier réunissant la Banque Al Salam et 15 organisations non gouvernementales partenaires a été tenu en Algérie sur l'autonomisation économique, la microfinance et l'analyse de la pauvreté. Il y a eu également une séance de formation virtuelle sur les incubateurs d'entreprises et l'autonomisation économique qui a rassemblé plus de 100 participants lesquels ont acquis des stratégies pratiques pour améliorer leurs initiatives.

Par ailleurs, la BID a travaillé en collaboration avec l'Institut CAREC (Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale) pour mener un dialogue stratégique sur le rôle des technologies de l'enseignement dans l'amélioration de la qualité de l'éducation dans la région du CAREC. Ont participé à ce dialogue qui visait à mettre au point un programme d'appui à l'intégration des technologies appropriées dans l'éducation, les ministères de l'Éducation de l'Ouzbékistan, du Kazakhstan, du Tadjikistan et du Pakistan.

En commémoration de la Journée internationale des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté, la BID a organisé conjointement avec le Centre de Recherches Statistiques, Économiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques un atelier en ligne axé sur l'utilisation des mécanismes de coopération Sud-Sud et triangulaire pour atténuer la pauvreté dans l'espace OCI. En outre, plus de 250 participants de 44 pays principalement africains ont bénéficié d'une séance de formation en ligne sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire.

En collaboration avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et le Centre islamique pour le développement du commerce, la BID a organisé un atelier sur les nouvelles approches aux accords internationaux d'investissement en Afrique et un autre sur la finance islamique et l'autonomisation économique qui a réuni plus de 40 participants dont des banquiers centraux et des décideurs.

Dans le secteur de la santé, l'Alliance pour lutter contre la cécité évitable de la BID a fait des avancées considérables dans le renforcement des capacités en améliorant les services de soins ophtalmologiques dans les pays membres africains. À la fin de l'année 2024, ce programme aura assisté 24 médecins généralistes dans leur spécialisation en ophtalmologie, neuf

ophtalmologues dans leur formation pour une sous-spécialité et 95 techniciens à devenir des techniciens supérieurs en ophtalmologie.

## 1.6.8 : MOBILISATION DE RESSOURCES MONDIALES POUR DES INITIATIVES À FORT IMPACT

Le Département des Partenariats, du Plaidoyer et de la Mobilisation des Ressources de la BID a fait de grands pas en avant en 2024, en centrant ses actions sur le renforcement des partenariats et la mobilisation de ressources pour des initiatives de développement efficaces. L'une de ses réalisations majeures a été la mobilisation de 41 millions de dollars sous forme de subventions, avec 28 millions supplémentaires en attente. Figurent parmi les contributions de taille un montant de 15,45 millions de dollars levé auprès de la Fondation Bill et Melinda Gates et 22,66 millions auprès du ministère saoudien de l'Énergie, pour le financement de diverses initiatives telles que le Programme d'éradication de la poliomyélite et le Fonds fiduciaire pour la cuisson propre. En 2024, les partenaires financiers ont contribué à hauteur de 5,454 milliards de dollars aux projets financés par la BID, améliorant ainsi l'efficacité grâce au partage des responsabilités financières et administratives.

Outre la mobilisation de ressources financières, le Département des Partenariats, du Plaidoyer et de la Mobilisation des Ressources s'est montré proactif dans la mise en place d'un cadre solide pour le plaidoyer mondial. Il a lancé son premier cadre du genre qui a pour but de créer une approche unifiée et stratégique dans les initiatives de plaidoyer. Cette action a été parachevée par la finalisation de plusieurs protocoles d'accord avec des partenaires clés, notamment la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures et la Banque africaine de développement. Les efforts de collaboration ont été renforcés par des initiatives de coopération approfondie organisées avec divers partenaires, notamment des membres du Groupe de coordination arabe et de la Banque mondiale, qui ont favorisé la coopération et le partage de connaissances.

Au plan financier, le département a joué un rôle crucial dans la coordination des contributions de la BID à d'importantes initiatives mondiales, en l'occurrence la note d'information des banques multilatérales de développement (BMD) et la feuille de route du G20 qui ont été les premiers documents remis par le groupe des chefs de BMD au Forum du G20. Il a également publié SDGs Digest à l'occasion de la célébration du Cinquantenaire de la BID et un document intitulé Life on Land : Pathways to a Sustainable Future dans le cadre de la COP16 tenue à Riyadh.





**ENCADRÉ 5 : GROUPE DE LA BID ET BANQUE MONDIALE : UN PARTENARIAT DE LONGUE DATE**

Le partenariat entre la BID et la Banque mondiale a commencé en 1976 avant d'être formalisé en 2002 par un protocole d'accord de coopération institutionnelle renouvelé en 2005, 2008 et 2019. Le cadre de partenariat stratégique historique lancé en 2015 et qui visait à accroître le volume des cofinancements, a été renouvelé par un nouveau protocole d'accord en octobre 2023.

Malgré la baisse des cofinancements entre 2020 et 2022, le protocole d'accord de 2023 a permis d'insuffler une nouvelle dynamique, et c'est ainsi que plus de 4 milliards

de dollars ont été mobilisés en un an, 1,4 milliard de la BID et 2,9 milliards du Groupe de la Banque mondiale, soit 70 % de l'objectif de 6 milliards de dollars d'ici 2026. Les principaux projets ont été lancés aux Comores, en Indonésie, au Pakistan, au Tadjikistan et en Türkiye, tandis qu'un rapport phare conjoint sur le développement humain dans la région MENA devrait être publié en 2025.

Le protocole d'accord 2023 contient un objectif de cofinancement explicite pour renforcer la collaboration. Au cours de la première année, le volume du cofinancement entre la BID et la Banque mondiale a dépassé celui des cinq années précédentes, ce qui démontre l'effet de renforcement de la dimension opérationnelle.

**FIG. 1.11 : COFINANCEMENT ENTRE LA BID ET LA BANQUE MONDIALE**

